

David GRAEBER
LA DEMOCRATIE AUX MARGES
Préface d'Alain CAILLE
Traduit de l'anglais par Philippe Chanial
Champs, Paris, 2018 (Le Bord de l'Eau, 2014)

J'avais promis (lecture n°26, janvier 2017) de vous parler de l'ouvrage qu'il faut absolument lire de David GRAEBER, *la dette, 5000 d'histoire*. Mais il y a tant de richesses dans ce volumineux ouvrage que je ne me résous toujours pas à n'en faire qu'un petit résumé, forcément injuste.

Résumer *La démocratie aux marges* sera sans doute tout autant injuste. Mais, il vous sera plus facile de le vérifier, les 123 pages du livre étant moins impressionnantes.

Là encore, quelques lieux communs répétés à l'infini, et qui finissent par être assimilés à la vérité vraie, en prennent quelques coups argumentés.

Celui d'une identité entre Occident et Démocratie par exemple. Non seulement l'Occident est une notion inventée, une identité fictive, mais de plus nous confondons volontiers République et Démocratie. On sait pourtant ce que valent les Républiques Démocratiques pour les libertés et les droits humains !

La thèse de GRAEBER est tout à l'inverse. Nos États, centralisateurs ne sont pas compatibles avec les pratiques démocratiques, celles qui donnent non seulement la parole mais aussi le pouvoir de décision aux intéressés eux-mêmes. Les « démocraties » représentatives, au nom du Peuple, ont toujours exercé la violence légale pour réprimer la diversité des avis, en le justifiant par la loi majoritaire. Et on oublie que nos représentants ont, pendant toutes les périodes coloniales, non seulement méprisés les fonctionnements locaux réellement démocratiques, mais encore ils les ont détruit avec brutalité et mépris la plupart du temps. David GRAEBER rappelle que tant les iroquois que les mayas que les indiens des Indes, que les pirates (que j'ai été surpris de retrouver là), etc. connaissaient des espaces de co-élaboration sans déléguer à un groupe de notables la légitimité de l'usage de la violence légale.

La thèse, étayée, de David GRAEBER, c'est celle de l'antinomie fondamentale entre ce que nous appelons Démocratie, appuyée sur le libéralisme économique, et l'élaboration par les intéressés eux-mêmes de règles de vie communes acceptables et acceptées. La centralisation est, structurellement peut-on dire, allergique aux pratiques démocratiques réelles. Ce n'est donc qu'aux marges des empires, ou dans ce qui a été appelé il y a déjà plusieurs années les TAZ ('les Zones d'Autonomie Temporaires) par Hakim BEY¹, c'est-à-dire des espaces discrets, hors système, que peuvent s'épanouir des moments de partage du pouvoir. Il semble que dans les États ou les Institutions quelles qu'elles soient, le besoin de structuration aboutisse régulièrement à des rapports déséquilibrés entre puissants et citoyens créant ainsi ceux d'en-haut et ceux en-bas.

Toujours ce problème d'échelle : co-décision, co-élaboration, co-construction ne sont-elles possibles que dans les petits groupes, et en prenant le temps ? Exigences difficilement compatibles avec la globalisation et le court-terme. C'est pourtant bien cette problématique qui doit trouver un équilibre.

¹ Hakim BEY. *TAZ, zone autonome temporaire*, Éditions de l'Éclat, 1997